# DE TUNIS À DAMAS: LA VISION DISSONANTE DE MOSCOU (par Marie Doubovikova)

Lorsque l'on évoque la situation contemporaine au Moyen Orient, il est clair que l'on ne peut pas ignorer la Russie, ses intérêts, sa vision et la politique qu'elle mène dans la région. C'est devenu absolument évident dès 2011 et le début des bouleversements dans le monde arabe, et ça l'est davantage encore dans le cas de la Syrie.

La vision russe et sa position sont en dissonance avec celles des pays occidentaux, surtout celles de la France et des Etats-Unis, et en même temps d'autres dissonances surgissent de temps en temps au sein du pays lui-même.

On peut donc relever deux types de dissonance différents :
La dissonance intérieure, dissonance qui existe au sein même de la Russie, entre milieux politiques et experts, au sujet des événements qui se sont produits entre 2011 et 2013. Et la dissonance extérieure, c'est-à-dire la différence entre la vision russe des événements et celle de ses partenaires occidentaux, et notamment la celle de la France et des Etats-Unis.

Chacun se souvient qu'avant la chute de l'Union Soviétique, le Moyen-Orient était un des champs de bataille de la Guerre Froide : l'URSS et les États-Unis préféraient s'affronter par le biais des peuples du Proche-Orient (et aussi d'Afrique et d'Asie). Après la chute de l'URSS, la Russie, héritière de l'URSS, défaillante en raison de ses nombreux problèmes intérieurs et ayant perdu environ un quart de son territoire, n'avait pas les ressources nécessaires pour exercer une influence significative sur les affaires mondiales et pour conserver une politique étrangère du niveau de celle de l'époque soviétique. Le pays a donc perdu presque toute son influence dans la région, ainsi que dans le monde en général. A cette époque, la Russie limitait ses intérêts primaires extérieurs à la CEI (Communauté des Etats Indépendants).

Pour la Russie, ce fut clairement une erreur d'avoir quitté la région. Mais depuis 1996 environ, comme cela a été remarqué par les observateurs, la Russie a commencé son retour dans l'arène mondiale, y compris dans la région du Moyen-Orient. Par exemple, elle a commencé à rétablir et à renforcer ses contacts avec l'Irak, et cette coopération a été très réussie et mutuellement avantageuse ; elle s'est développée jusqu'à l'intervention militaire américaine en 2003. Mais le retour russe dans la région reste tout de même assez complexe, car le coût de sa présence est trop élevé pour la Russie, d'autant plus que des pays comme les Etats-Unis et la France ont largement profité de la disparition de l'influence soviétique.

Il faut relever cinq éléments clés, qui sont essentiels pour comprendre la politique extérieure russe.

Le premier élément distinctif est que la Russie souligne en permanence l'importance de résoudre les problèmes qui se posent par des moyens pacifiques, insistant par exemple sur le fait que le pays/peuple doit résoudre ses propres problèmes sans aucune intervention de tiers. L'idée de non-ingérence qui transparaît dans la majorité des déclarations russes provient des principes qui sous-tendent la politique étrangère russe. La Russie est par principe contre les interventions extérieures, et elle défend toujours et partout le principe de non-ingérence. Les principes-clés de la politique étrangère de la Russie sont très bien formulés par trois phrases figurant dans le document officiel « Doctrine de la politique étrangère » : « La Russie a pleinement conscience de ses responsabilités relatives au maintien de la sécurité dans le monde, au niveau tant global que régional, et elle est prête à collaborer avec tous les autres Etats intéressés par la résolution de problèmes communs. Si les partenaires de la Russie ne sont pas prêts à des actions communes, la Russie se verra obligée de réagir unilatéralement afin de protéger ses intérêts nationaux, mais ceci en se basant toujours sur le droit international ». Les mots-clés de la doctrine russe : un monde multipolaire, le droit international, les institutions internationales, la sécurité mondiale, les intérêts nationaux.

Le deuxième élément-clé qu'il faut mentionner est que, dans ses déclarations et démarches politiques extérieures, surtout lorsqu'il s'agit des questions ne touchant pas à ses intérêts nationaux, la Russie préfère rester à l'écart : ses déclarations sont subtiles, elles expriment des craintes générales, des craintes concernant le destin de ses citoyens vivant dans des régions ou des pays instables ou planifiant de s'y rendre, et Moscou préfère éviter les jugements de valeur.

Le troisième élément-clé à mentionner est le fait que la Russie n'utilise jamais les termes de « dictateur » ou « démocrate » dans ses discours officiels. Il n'y a que des chefs d'Etat, des Etats avec lesquels il est confortable de faire des affaires, et d'autres avec lesquels ce n'est pas confortable.

Le quatrième élément-clé est que la Russie envisage la majorité des processus à l'œuvre dans le monde du point de vue de sa sécurité et de ses intérêts nationaux ou internationaux, car la situation extérieure influence la situation intérieure et les intérêts nationaux.

Enfin, le dernier élément est le suivant : aujourd'hui, si l'on étudie la doctrine de la politique étrangère russe, dans laquelle les conditions des manœuvres extérieures russes sont exposées, on observe que la région des pays du monde islamique (terme utilisé dans le document) n'occupe toujours pas une place notable dans les priorités régionales russes. Selon ce document, bien que la hiérarchie soit assez approximative, les relations avec le Proche-Orient sont moins importantes que les relations avec la CEI, avec l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS), avec l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), avec l'OTAN, avec les pays européens en général, avec les Etats-Unis, et avec l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est).
Néanmoins, les bouleversements dans le monde arabe ont montré que la Russie était beaucoup plus sensible aux événements qui se produisent dans la région que ce qu'elle veut bien déclarer officiellement. Et la Russie lie les processus à l'œuvre au Moyen Orient

Lorsque l'on évoque la situation contemporaine au Moyen Orient, il est clair que l'on ne peut pas ignorer la Russie, ses intérêts, sa vision et la politique qu'elle mène dans la région. C'est devenu absolument évident dès 2011 et le début des bouleversements dans le monde arabe, et ça l'est davantage encore dans le cas de la Syrie.

La vision russe et sa position sont en dissonance avec celles des pays occidentaux, surtout celles de la France et des Etats-Unis, et en même temps d'autres dissonances surgissent de temps en temps au sein du pays lui-même.

On peut donc relever deux types de dissonance différents :
La dissonance intérieure, dissonance qui existe au sein même de la Russie, entre milieux politiques et experts, au sujet des événements qui se sont produits entre 2011 et 2013. Et la dissonance extérieure, c'est-à-dire la différence entre la vision russe des événements et celle de ses partenaires occidentaux, et notamment la celle de la France et des Etats-Unis.

Chacun se souvient qu'avant la chute de l'Union Soviétique, le Moyen-Orient était un des champs de bataille de la Guerre Froide : l'URSS et les États-Unis préféraient s'affronter par le biais des peuples du Proche-Orient (et aussi d'Afrique et d'Asie). Après la chute de l'URSS, la Russie, héritière de l'URSS, défaillante en raison de ses nombreux problèmes intérieurs et ayant perdu environ un quart de son territoire, n'avait pas les ressources nécessaires pour exercer une influence significative sur les affaires mondiales et pour conserver une politique étrangère du niveau de celle de l'époque soviétique. Le pays a donc perdu presque toute son influence dans la région, ainsi que dans le monde en général. A cette époque, la Russie limitait ses intérêts primaires extérieurs à la CEI (Communauté des Etats Indépendants).

Pour la Russie, ce fut clairement une erreur d'avoir quitté la région. Mais depuis 1996 environ, comme cela a été remarqué par les observateurs, la Russie a commencé son retour dans l'arène mondiale, y compris dans la région du Moyen-Orient. Par exemple, elle a commencé à rétablir et à renforcer ses contacts avec l'Irak, et cette coopération a été très réussie et mutuellement avantageuse ; elle s'est développée jusqu'à l'intervention militaire américaine en 2003. Mais le retour russe dans la région reste tout de même assez complexe, car le coût de sa présence est trop élevé pour la Russie, d'autant plus que des pays comme les Etats-Unis et la France ont largement profité de la disparition de l'influence soviétique.

Il faut relever cinq éléments clés, qui sont essentiels pour comprendre la politique extérieure russe.

Le premier élément distinctif est que la Russie souligne en permanence l'importance de résoudre les problèmes qui se posent par des moyens pacifiques, insistant par exemple sur le fait que le pays/peuple doit résoudre ses propres problèmes sans aucune intervention de tiers. L'idée de non-ingérence qui transparaît dans la majorité des déclarations russes provient des principes qui sous-tendent la politique étrangère russe. La Russie est par principe contre les interventions extérieures, et elle défend toujours et partout le principe de non-ingérence. Les principes-clés de la politique étrangère de la Russie sont très bien formulés par trois phrases figurant dans le document officiel « Doctrine de la politique

étrangère » : « La Russie a pleinement conscience de ses responsabilités relatives au maintien de la sécurité dans le monde, au niveau tant global que régional, et elle est prête à collaborer avec tous les autres Etats intéressés par la résolution de problèmes communs. Si les partenaires de la Russie ne sont pas prêts à des actions communes, la Russie se verra obligée de réagir unilatéralement afin de protéger ses intérêts nationaux, mais ceci en se basant toujours sur le droit international ». Les mots-clés de la doctrine russe : un monde multipolaire, le droit international, les institutions internationales, la sécurité mondiale, les intérêts nationaux.

Le deuxième élément-clé qu'il faut mentionner est que, dans ses déclarations et démarches politiques extérieures, surtout lorsqu'il s'agit des questions ne touchant pas à ses intérêts nationaux, la Russie préfère rester à l'écart : ses déclarations sont subtiles, elles expriment des craintes générales, des craintes concernant le destin de ses citoyens vivant dans des régions ou des pays instables ou planifiant de s'y rendre, et Moscou préfère éviter les jugements de valeur.

Le troisième élément-clé à mentionner est le fait que la Russie n'utilise jamais les termes de « dictateur » ou « démocrate » dans ses discours officiels. Il n'y a que des chefs d'Etat, des Etats avec lesquels il est confortable de faire des affaires, et d'autres avec lesquels ce n'est pas confortable.

Le quatrième élément-clé est que la Russie envisage la majorité des processus à l'œuvre dans le monde du point de vue de sa sécurité et de ses intérêts nationaux ou internationaux, car la situation extérieure influence la situation intérieure et les intérêts nationaux.

Enfin, le dernier élément est le suivant : aujourd'hui, si l'on étudie la doctrine de la politique étrangère russe, dans laquelle les conditions des manœuvres extérieures russes sont exposées, on observe que la région des pays du monde islamique (terme utilisé dans le document) n'occupe toujours pas une place notable dans les priorités régionales russes. Selon ce document, bien que la hiérarchie soit assez approximative, les relations avec le Proche-Orient sont moins importantes que les relations avec la CEI, avec l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS), avec l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), avec l'OTAN, avec les pays européens en général, avec les Etats-Unis, et avec l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est).
Néanmoins, les bouleversements dans le monde arabe ont montré que la Russie était beaucoup plus sensible aux événements qui se produisent dans la région que ce qu'elle veut bien déclarer officiellement. Et la Russie lie les processus à l'œuvre au Moyen Orient à sa propre sécurité.

La Tunisie. Comme pour tout le monde, le déroulement des évènements a provoqué un véritable choc dans les milieux politiques et académiques russes.
Pour rappel, la communauté internationale a gardé le silence jusqu'à la fuite de Ben Ali, si l'on met de côté la déclaration hésitante de Catherine Ashton du 10 janvier.
Un paradoxe à souligner ici est qu'en dépit de toute logique, la Russie a réagi avant les Etats-Unis et la France. La déclaration officielle du ministère des Affaires étrangères a en

effet été publiée dès le 15 janvier. Dans celle-ci, la Russie déclare qu'il est dans l'intérêt du peuple tunisien de régler la situation le plus vite possible. La réaction française a été publiée le 18 janvier et celle des Etats-Unis, le 25 janvier seulement ! Ces deux déclarations expriment la solidarité de ces deux pays avec le peuple tunisien et l'espoir que la Tunisie suive le chemin des réformes démocratiques.

La dissonance russe n'est pas évidente au premier coup d'œil. Les trois pays semblent assez indécis et se montrent très prudents dans leurs déclarations. Mais tout de même, dissonance il y a. De même, en proclamant le 16 janvier leur soutien au peuple tunisien, et en proposant en outre un plan d'action pour la Tunisie, la France et les Etats-Unis ont montré au monde entier qu'ils n'entendaient pas rester à l'écart de la destinée de la Tunisie, et qu'ils n'avaient aucune volonté de perdre leur influence dans le pays. Quant à la Russie, elle a au contraire préféré rester à l'écart, a exprimé des craintes et a conseillé de trouver des solutions pacifiques.

Il y a des explications à cet écart. Premièrement, la Russie n'avait aucunement l'intention de lutter pour son influence en Tunisie et de rivaliser avec la France et les Etats-Unis, dont l'influence dans ce pays est très ancienne. Deuxièmement, la Tunisie n'a jamais été pour la Russie un partenaire stratégique et important du point de vue géopolitique.

En outre, la Tunisie n'occupe pas beaucoup de place dans les recherches et les analyses russes, et elle n'intéresse pas beaucoup les fonctionnaires et les hommes politiques.

Après la Tunisie, l'Egypte fut le deuxième pays à se soulever, avec la révolution du 25 janvier. Cette fois-ci, les Etats-Unis furent les premiers à réagir, en déclarant que le régime de Moubarak était stable, et qu'il cherchait des solutions viables pour répondre aux intérêts et aux aspirations légitimes de son peuple. Joe Biden eut l'imprudence de prononcer une phrase éloquente et très révélatrice de la vision des Etats-Unis, qui à mon avis correspond aussi à celle de la France : « Je ne rangerais pas Moubarak dans la catégorie des dictateurs ». Lorsque la situation a commencé à s'aggraver, à la veille du 10 janvier, quand Moubarak s'est attribué les pleins pouvoirs, Barack Obama a déclaré, qu'il « fallait absolument attendre et observer l'évolution des événements », des mots qui reflétaient le désarroi des décideurs américains. La première réaction de la France, publiée le 27 janvier, indique qu'elle « suit le déroulement des événements avec attention, et [qu'elle] déplore les victimes ».

Le silence de la Russie a été encore plus long. Sa première réaction est datée du 12 février, c'est-à-dire au lendemain de la démission du président égyptien, et elle contient trois phrases importantes : « L'Egypte est un pays-clé de la région », « Une résolution pacifique du problème est dans les intérêts tant du pays que de la région », « Le peuple est en mesure de décider de son propre destin et de l'avenir du pays ». Moscou a très bien compris que l'instabilité en Egypte pouvait avoir de grandes répercussions sur toute la région, et que ces répercussions auraient des conséquences directes pour la Russie. L'idée que la résolution du conflit intérieur devait se produire sans ingérence extérieure, déjà évoquée ci-avant, est là encore présente.

La dissonance entre les positions russe et occidentale ne se situait pas vraiment dans

l'analyse de la situation opérée par les milieux politiques et scientifiques. Mais l'on observait une inquiétude croissante au sein des milieux académiques en Russie. Il était déjà devenu évident que de grands processus étaient à l'œuvre au Moyen-Orient, et que des fautes de positionnement pourraient aboutir à de graves conséquences géopolitiques. C'est précisément à ce niveau que la dissonance extérieure de la position russe s'est manifestée, avec la même genèse que dans le cas tunisien : prise de recul russe contre ingérence occidentale.

C'est en Libye que le changement le plus intéressant a eu lieu, à tous égards. Il n'y a ici aucun sens de parler des déclarations officielles ou de la vitesse des réactions. Ce qui importe, c'est leur caractère et leurs résultats. Il faut souligner que les réactions ont été très fortes et ont immédiatement identifié les tendances à la radicalisation et à l'agression. A cela, deux raisons principales :

- Kadhafi n'a jamais été perçu par les pays occidentaux comme un partenaire de confiance, et l'analyse de l'histoire des relations avec la Libye en est une excellente preuve. Le régime libyen, contrairement au régime tunisien, a toujours été considéré comme un régime dictatorial et totalitaire.
- Il était absolument nécessaire de regagner, par tous les moyens, les positions perdues en raison des réactions tardives aux événements précédents dans le monde arabe. Il est à noter qu'au départ, l'idée d'une zone d'exclusion aérienne a été exprimée par les monarchies de Golfe, et seulement ensuite récupérée par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Liban.

Les Etats-Unis ont préféré rester dans l'ombre, du moins relativement, laissant ainsi la France prendre la tête de l'organisation et du déroulement de l'opération. La raison de cette approche réside en premier lieu dans une situation économique, sociale et politique difficile. Deuxièmement, les Etats-Unis n'avaient, avant qu'elle prenne fin, aucune idée des effets précis qu'auraient l'intervention, ayant déjà connu les expériences irakienne et afghane ainsi que leurs conséquences internationales. Dans ce contexte, la classe politique n'était pas prête à laisser les Etats-Unis mener une opération militaire et humanitaire avec la même légèreté que du temps de la première administration Bush.
Pour la France, c'était une occasion en or de se positionner en leader régional, et il s'est agi là d'un tournant décisif de la politique étrangère française dans la région. La France a été la première puissance mondiale à reconnaître le Conseil National de Transition (CNT) comme représentant officiel de la Libye, donnant de ce fait sa préférence à l'une des parties du conflit.

Les déclarations des Etats-Unis ont dès le début été très strictes. Outre la condamnation de la violence, le président américain a fait part de la nécessité d'une réponse internationale à la crise. Cela a abouti à la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies.

La Russie n'a pas appuyé cette résolution, mais elle n'a pas non plus utilisé son droit de veto. Elle est de nouveau restée à l'écart. Il y avait en effet une véritable divergence de points de vues au sein de la société, du monde universitaire et des milieux politiques, et ce jusqu'au plus haut niveau. Beaucoup ont entendu parler du scandale diplomatique autour

de la critique acerbe de l'ambassadeur de Russie en Libye à l'égard du président de la Fédération. Il a accusé ce dernier de trahir les intérêts nationaux, à la suite de quoi il a été mis à la retraite. Il y aurait également eu une dispute entre le président Dmitri Medvedev et le Premier ministre Vladimir Poutine. Ce dernier a sévèrement critiqué la position de la Russie et a qualifié l'intervention en Libye de « croisade ».

La position officielle de la Russie a provoqué un énorme mécontentement au sein de la société. Pour la grande majorité de la population russe, la position du président a été ressentie comme un affront à la fierté nationale, et la majorité a soutenu la position exprimée par Poutine. Les Russes avaient en effet une profonde sympathie pour le charismatique leader libyen, et ce qui s'est passé a provoqué un tollé, renforcé par le fait qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires d'un autre pays, dont le but – évident même pour les profanes - était le renversement du dirigeant libyen. En outre, l'initiative et l'exécution de l'opération revenait à « l'ennemi juré de la Russie », les États-Unis. Bien que ceux-ci n'aient pas été à l'avant-garde de l'opération, ce détail n'était pas important dans la perception russe des choses.

À l'heure actuelle, on relève dans la société russe de nombreux points de vue contradictoires, quant à savoir si la Russie s'est correctement comportée en permettant l'adoption de la résolution. Les uns pensent que c'était une erreur stratégique, les autres estiment qu'il s'agissait d'un calcul stratégique subtil, qui a renforcé la position de la Russie dans le cas de la Syrie et lui a donné une certaine marge de manœuvre.

Les raisons pour lesquelles la Russie a permis l'adoption de la résolution font partie d'un tout : du complexe d'infériorité en vigueur depuis la chute de l'URSS en ce qui concerne les affaires du Moyen-Orient, jusqu'au calcul ingénieux (on se souvient que Lavrov, commentant cette résolution, a dit qu'il fallait de sa part s'attendre à tout, et en l'occurrence l'abstention réfléchie de la Russie lors du vote du Conseil de sécurité a permis l'adoption de la résolution). En tout cas, en ce qui concerne la Libye, la dissonance russe, la divergence d'opinion a été particulièrement frappante.

Je terminerai avec la Syrie, qui reste le sujet le plus épineux de ces deux dernières années dans l'arène mondiale. Je préfère ici me concentrer sur la position de la Russie et ses causes. Dans une de ses interviews, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a souligné un problème-clé de la façon suivante : les partenaires occidentaux de la Russie cherchent à résoudre le problème en renversant Assad et en plaçant au pouvoir les dirigeants de l'opposition. Mais dans ce scénario, ils ont totalement omis le fait que dans ce cas-là, les droits et les intérêts de la majorité de la population, qui soutient encore Bachar el-Assad, seront foulés aux pieds. Et parmi cette population, il y a des minorités religieuses et ethniques, surtout les chrétiens. Ceci est particulièrement important pour la Russie.

Pour la Russie, il s'agit là d'une divergence essentielle avec la position occidentale. De son point de vue, il est très important de placer toutes les parties du conflit autour de la table des pourparlers, et elle estime que c'est possible, et que si tous ceux qui ont de l'influence

sur les groupes combattants en Syrie faisaient pression sur eux, le conflit pourrait être résolu. Pour la Russie, le renversement d'el-Assad est synonyme de chaos total, de carnage plus grand, de développement d'Al-Qaïda, d'islamisme radical et de terrorisme.

En outre, la position de la Russie s'explique par plusieurs facteurs, dont je ne citerai que les plus importants.

Parmi eux, la base navale russe à Tartous. Il est évident que, bien qu'elle dise l'inverse, la présence de navires russes en mer Méditerranée est une question d'importance stratégique pour la Russie, pour une Russie qui cherche à retrouver ses positions sur la scène mondiale perdues au cours des années 1990. La Russie veut revenir en force au Moyen-Orient, une région devenue le centre des grands enjeux géopolitiques de nombreux pays. Et la base navale est un réel atout de la Russie en cette époque de concurrence géopolitique et géostratégique croissante.

Un autre facteur clé est le facteur religieux, qui comporte plusieurs facettes.

La Russie étant un pays majoritairement chrétien orthodoxe(1), elle comporte une grande présence musulmane (plus de 18% de la population)(2), avec des régions peuplées principalement par des musulmans comme les républiques du Caucase du Nord : la République d'Ingouchie (98%), la Tchétchénie (96%), le Daghestan (94%), la Kabardino-Balkarie (70%), la Karatchaïévo-Tcherkessie (63%), le Tatarstan (54%), la République de Bachkirie (54,5%)(3). De ce fait, la Russie cherche à se positionner comme un médiateur entre les deux religions, entre deux mondes. « Dès les années 2000, Moscou s'est positionnée de plus en plus comme un médiateur entre les islamistes radicaux et l'Occident »(4). Le cas iranien en est un bon exemple. La Russie se positionne comme un médiateur entre l'Iran, dont le président s'est proclamé continuateur de la « révolution islamique » et a qualifié son pays de « terrain d'affrontement entre les mondes islamique et judéo-chrétien »(5), c'est-à-dire un champ de bataille entre deux civilisations(6).

La diplomatie russe utilise souvent les services de l'Eglise Orthodoxe. Même Sergueï Lavrov, lors de la rencontre de l'AIEA à Vienne en 2006, a exprimé l'espoir que l'Eglise orthodoxe russe joue un rôle important dans la réduction des divergences entre les parties du conflit et l'atténuation du choc des civilisations(7). On voit bien là que la diplomatie religieuse n'est pas un phénomène nouveau pour la Russie. Mais au cours de la dernière décennie, on a clairement pu observer une tendance concrète à ce que l'Eglise orthodoxe russe devienne de plus en plus l'un des instruments de la politique étrangère de la Russie. En outre, avec l'avènement du Patriarche Cyrille, l'Eglise orthodoxe russe a commencé à porter davantage d'attention à ses activités à l'étranger et à ses ouailles vivant en-dehors des frontières russes. Le cas de la Syrie n'est pas une exception.

L'avenir des chrétiens de Syrie, qui représentent 10% de la population du pays (environ 1 500 000-1 900 000 habitants)(8), suscite beaucoup de craintes. Le Patriarche Cyrille s'est rendu en visite officielle en Syrie en novembre 2011. Bien que la visite ait été prévue un an auparavant, son agenda a été changé et révisé au dernier moment pour s'adapter aux nouvelles réalités. Avant sa visite, les représentants de l'Eglise orthodoxe russe avaient annoncé qu'il s'y rendrait en tant que pacificateur. Lors de la visite, le

Patriarche a déclaré qu'il était absolument certain que tous les problèmes pouvaient être résolus de manière pacifique, au moyen du dialogue. Sa position correspond à celle du gouvernement russe. Le destin des chrétiens inquiète beaucoup la Russie, et elle comprend que l'arrivée au pouvoir des islamistes ne les augure rien de bon.

Mais il y a encore un autre aspect religieux, lié à la sécurité nationale. Bien que la situation dans les républiques caucasiennes reste relativement stable, il existe toujours une menace que sous l'influence de facteurs extérieurs, la violence explose dans la région du Caucase du Nord et qu'elle ait des répercussions dans d'autres régions russes. L'islamisation et la radicalisation des pays d'Afrique du Nord n'alarment pas autant la Russie que la situation en Syrie. En outre, l'islamisation de la Syrie aboutirait automatiquement à accroître l'influence de l'Arabie Saoudite au Moyen-Orient, ce qui aurait des conséquences très fâcheuses pour Moscou. Il faut mentionner que beaucoup d'experts russes accusent l'Arabie Saoudite de soutenir financièrement les « bandits » caucasiens et les islamistes russes par le biais de ses organisations non gouvernementales(9).

Un journaliste français a très bien noté, que « pour la Russie, mieux vaut garder à Damas un parti Baas laïc et socialisant plutôt que de laisser advenir une Syrie où l'islam politique aurait le vent en poupe. Un islam qui serait d'ailleurs plutôt sunnite qu'alaouite ou chiite, et qui servirait mieux les intérêts saoudiens et américains que russes. »(10)

La Russie revient dans le Moyen Orient autant que possible, avec des intérêts à défendre et de nombreuses craintes. Le nouveau monde arabe présente en effet beaucoup d'opportunités pour lui permettre de regagner ses positions perdues à la suite de la chute de l'Union Soviétique. Ce retour se fait pour le moment en dissonance avec les positions française, américaine et plus généralement occidentales. Mais cette dissonance et ce conflit d'intérêts ont toutes les chances de se transformer en harmonie, si la Russie est enfin considérée comme un allié, dont les intérêts, et en premier lieu la stabilité de la région, correspondent à ceux de l'Occident.

(1) Selon les sondages, 75% des citoyens russes se disent chrétiens orthodoxes.

(2) Ислам для России / Алесей Малашенко ; Моск. Центр Карнеги. – М.: Российская политическая энциклопедия (РОССПЕН), 2007. – 192 с., ил., с. 11.

(3) D'autres républiques comportent une proportion importante de musulmans dans leur population, par exemple la région d'Astrakhan avec 26%, l'Adyguée avec 21%, l'Ossétie du Nord avec 21%, la région d'Orenbourg avec 16,7%, le district autonome des Khantys-Mansis -avec15%. (Les chiffres proviennent de l'étude d'Alexeï Malachenko - la référence précédente).

(4) Ислам для России / Алесей Малашенко ; Моск. Центр Карнеги. – М.: Российская политическая энциклопедия (РОССПЕН), 2007. – 192 с., ил., с. 13.

(5) Ислам для России / Алесей Малашенко ; Моск. Центр Карнеги. – М.: Российская политическая энциклопедия (РОССПЕН), 2007. – 192 с., ил., с. 14.

(6) Pour la Russie, le choc des civilisations est principalement un conflit entre deux mondes, musulman et chrétien, et entre deux religions, le christianisme et l'islam.

(7) D'après Alexeï Malachenko.

(8) US Department of State. International Religious Freedom Report http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2010/148845.htm

(9) Игнатенко А.А. Ислам и политика : Сборник статей; М.: Институт религии и политики, 2004. – 256 с. ; Эпистемология исламского радикализма, Игнатенко А.А. стр. 216
Dans son article, Ignatenko confirme que « l'Arabie Saoudite, par le biais de ses fonds de bienfaisance, a dépensé 70 millions de dollars en un quart de siècle pour construire une vingtaine de camps d'entraînement, acheter des armes, recruter des mercenaires, et construire des mosquées wahhabites contrôlées, des madrasas et autres centres islamiques ».

(10) Syrie: une flotte russe accoste dans la base navale de Tartous, RFI http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120108-syrie-flotte-russe--base-navale-tartous-opposition-